

INDYMEDIA.BE (PAPIER)

Independent Media Center Belgium / Contact: belgium@indymedia.org



DON'T HATE THE MEDIA → BE THE MEDIA
www.indymedia.be

Publish your own articles on the website. /// Indymedia is an independent media collective.
Publiez vos propres articles sur le site web. /// Indymedia est un collectif de médias indépendants.
Publiceer jij eigen artikel op het website. /// Indymedia is een onafhankelijke media collectief

“Jamais, je n’avais pensé que nous aurions pu faire cela”

www.indymedia.be (art.#15454)
posté par [indymedia argentina//pUnGaS](http://indymedia.argentina//pUnGaS)

Pendant les journées du 19 et du 20 décembre, en dépit des médias, des politiciens, et des idéologues qui veulent mal interpréter ces journées pour les effacer de l'histoire et de nos mémoires, des milliers de personnes sont sorties dans la rue. Nous avons risqué jusqu'à nos vies. Maintenant, il nous faut continuer la lutte et c'est pour cela que nous avons besoin d'entretenir la flamme.

Nous, photographes, vidéastes, journalistes, ou simplement acteurs de ces journées que nous avons vécues, nous voulons et nous avons besoin de montrer notre propre version des faits.

Nous étions plus nombreux du côté de la rue, nous qui avons risqué nos vies pour immortaliser ce moment historique que nous étions en train de vivre.

Aujourd'hui, il est temps de nous rassembler, de montrer ce que nous sommes en train de vivre et de le faire savoir au reste du monde. Nous t'invitons à rassembler tout le matériel que nous avons et à le faire circuler sur le net et ainsi, pouvoir l'exposer pour que des milliers de gens puissent regarder, sentir et revivre ce qui s'est réellement passé.

Et nous t'invitons aussi à être sur tes gardes; chaque pas que nous faisons, chaque initiative que nous prenons, est systématiquement occultée ou déformée par les mass media.

Il existe par exemple des dizaines de bidonvilles où les gens essaient de s'organiser. Il y a des milliers d'usines et des ateliers qui sont en train de définir le sens de leur travail; nous avons besoin de notre propre voix, de nos propres images pour que rien ne soit fait en vain et ne reste isolé.

Indymedia Argentina, sans filtres ni juges pour dire ce qui est bien ou pas, t'invite à t'en saisir, pour que chaque personne mobilisée, avec une caméra, un enregistreur ou un bic participe. Pour que l'Argentine et le monde sachent ce qui se passe vraiment.



Argentina, 19-20/12/01

“Jornadas Revolucionarias”

Argentine : le peuple en révolte

Après des années de crise économique et la contrainte due aux consignes du FMI, le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures d'économie à la fin de juillet. Grèves,

occupations d'usines et manifestations ont eu lieu dans un mouvement de protestation populaire. En décembre, les protestations se sont transformées en manifestations de masse et en pillages. Le président De la Rúa fut forcé de démissionner et son successeur connut le même sort. A cet instant, Duhalde, le nouveau président, combat la crise en dévaluant le peso. Malgré cette succession politique au pouvoir et les nombreuses victimes de la répression policière (près de 30 personnes sont mortes suite à l'intervention de la police), les Argentins se rassemblent encore par milliers pour contester le système qui les a jetés dans la misère.



Les revendications du peuple argentin

www.indymedia.BE

(art. #15628, 15530, 15553)
posté par boadicea@chello.be

D'une critique de la corruption vers des solutions nouvelles.

Les journées révolutionnaires du 19 et 20 décembre étaient l'oeuvre d'une section très large de la population argentine. Les syndiqués étaient épaulés par des groupes d'extrême gauche, par les associations de sans-emploi, par les Mères de la Place de Mai et par des personnes strictement non-politisées et issues des classes bourgeoises. Depuis, les péronistes ainsi que les policiers ont participé à la confusion. Comme disent les marxistes, l'agitation transcendait les classes et prenait un caractère de front populaire. Il faut également noter que pendant la prise de possession de l'espace public, les drapeaux des partis étaient absents des rues. La seule identité acceptée était la bannière bleu-ciel et blanche, le seul chant unanime l'hymne nationale et la seule consigne "Argentina, Argentina".

Lors de révoltes de décembre - un consensus : qu'ils parlent tous!

Parmi les théories et les revendications contradictoires, les idées suivantes, semblent être représentatives d'un sentiment généralement partagé, allant au-delà des clivages traditionnels.

"Nous demandons une classe dirigeante propre, nous n'avons pas de demandes concrètes autres que celle-ci: qu'ils

cessent de voler!"

"Ils ont gouverné pour payer la dette, pour s'enrichir et pour aider quelques copains qui sont hommes d'affaires."

On s'insurge contre le système de bons (patacones) pratiqué par le gouvernement, contre le chômage qui touche de plus en plus de personnes, et contre la corruption. La répression accompagnant l'annonce d'état de siège était l'étincelle qui a fait exploser ce mélange volatil.

Depuis le début du mois de janvier - la démocratie directe et les assemblées populaires.

Depuis les premiers Cacerolazos, on voit que des organisations vigoureuses surgissent de la turbulence, et proposent des programmes plus précis.

L'assemblée de San Cristobal a voté un programme qui était le fruit des discussions menées pendant de longues journées. L'assemblée populaire constituante est considérée comme étant la solution afin de réformer radicalement le pays. Il convient de nationaliser les banques et les entreprises; il faut créer des emplois et garantir un revenu pour les chômeurs; punir les assassins des journées révolutionnaires; libérer les prisonniers politiques et appeler à la création d'assemblées populaires dans tout le pays.

Les péronistes sont pareils à tous les autres. La démocratie c'est quand le peuple élit ses propres représentants dans les lieux de travail, dans les universités ou quartiers. Il faut que les employés des supermarchés contrôlent leur magasin,

que les gens dans les quartiers s'organisent pour s'approvisionner; que les gens dans les usines s'occupent de la production. Tous cela sous le contrôle du peuple. Avant on appelait cela 'socialisme'. S'il y a une autre solution à la merde actuelle, qu'on me l'explique. Mais au moins comme ça, on n'aura pas des chômeurs d'un côté et des gens affamés de l'autre. Le crime c'est cela!

Le parlement est une fosse à purin

Depuis que nous (les Mères de la Place de Mai ndr.) avons été tabassées sur la Place de Mai et depuis la chute de de la Rua, de plus en plus de personnes se mobilisent. Les gens sont de plus en plus fâchés. La situation est très difficile et très complexe. Beaucoup de ceux et celles qui ont participé aux cacerolazos sont issues des classes moyennes. Ces personnes sont sorties dans la rue parce qu'elles manquaient d'argent: elles ne peuvent plus emprunter; elles ne peuvent plus écrire de chèques; elles doivent fermer leurs boutiques; elles ne peuvent plus rien vendre elles ne peuvent plus rien acheter.



Il y a aussi les sans-emploi. C'est plus difficile pour eux; ayant moins d'argent, ils vivent loin du centre-ville.

D'autre part nous sommes beaucoup à exiger la libération des prisonniers, nous nous organisons en groupe, avec des drapeaux et faisons des "batucadas" (sorte de chahut) Pour nous, les Mères, l'essentiel, ce sont les prisonniers et les morts: les morts de maintenant (il y en a eu une trentaine) et ceux d'avant aussi. Les autres groupes pensent plus à l'argent, à l'économie...

A plus long terme, je crois que la répression viendra. Ce sera la seule réponse possible pour le gouvernement, c'est comme ça qu'ils fonctionnent. Les péronistes, étant des populistes, vont distribuer de la nourriture et des vêtements et des petits boulots. Pour nous, cela n'est pas une solution. Cependant, les gens ont du mal à comprendre que la lutte est quelque chose de collectif; on ne peut pas agir dans son intérêt personnel, tout le monde doit sortir dans la rue pour tout. C'est un pas difficile de franchir. Les gens restent dans l'individuel.

(6 jan 2001)

Les E.U, la FMI, les présidents de l'Amérique Latine qui sont à leur solde... Ce sont nos ennemis

"Nous devons leur dire ce qu'ils sont. Nous ne devons pas avoir peur; quand ils nous frappent, c'est le prix que nous payerons pour avoir dit la vérité. J'ai été invitée à débattre de la démocratie lors d'un forum à Buenos Aires, un petit Davos. Je ne les



ai pas laissé parler. Le leur ai dit ce que je pensais de l'hypocrisie; que nous sommes pauvres de par leur faute; qu'ils sont des assassins. Mais, qu'est-ce que c'est que cette histoire de parler de démocratie lorsque l'on est entourée de luxe et de champagne? Trois ou quatre jours plus tard, ils sont venus chez moi et ils ont torturé ma fille! (sept 2001)

Aujourd'hui, le mot d'ordre est toujours: Résister et combattre le terrorisme d'Etat.

Les Piqueteros

"Les piquetiers ont créé un mouvement ouvrier d'envergure nationale, une nouvelle voie pour la masse laborieuse sur le chemin de la prise de conscience. Depuis les premiers piquets anti-privatisation en 1991 jusqu'à son 1^e congrès en juillet 2001, le mouvement des piquetiers a effectué un long parcours, et a assimilé une vaste expérience de lutte politique. Une de ses premières caractéristiques est la hétérogénéité, celle-là même qui nous démontre qu'il s'agit ici d'une organisation de base, loin des conflits de parti et des compromissions du pouvoir. Le mouvement réunit des gens qui souffrent de misère, de faim et qui discutent, font des projets, se bagarrent, s'encouragent, qui s'organisent et qui chantent."

Actes de désobéissance et de révolte depuis le mois de Juin 2001

Depuis plus de six mois, les actes de rébellion se multiplient. Les mesures d'ajustement du gouvernement De La Rúa se faisaient sentir de plus en plus. Il y a eu des grèves et des occupations dans tout le pays. Le blocage de routes est une tactique fortement appréciée, et donne lieu à des procès ayant une dimension symbolique. Par exemple, le leader de l'Union des Travailleurs Sans-Emploi, José "Pepino" Fernández, a été arrêté après des incidents violents survenus lors de la coupure de la route nationale 34 le 17 juin 2001. Il y a eu des morts et des blessés. La légalité de l'organisation qu'il représente est mise en cause, mais les mouvements des chômeurs prennent de l'ampleur et leurs militants n'en démordent pas.

Des groupes de travailleurs ont été à l'origine de quelques-uns des premières rencontres avec la police lors des journées du 19 et 20 décembre.

En première ligne, outre des piquetiers, se trouvaient souvent des employés municipaux et des fonctionnaires.



Des exemples postés pendant la journée du 19 décembre :

-Des centaines d'employés réclamant le paiement des retards salariaux, et celui de leurs primes de fin d'année ont cassé des meubles, et incendié une partie du Palais Communal.

-Une vingtaine de travailleurs des services publics ont reçu des tirs de balles en caoutchouc de la part de la Police, qui réprima violemment les enseignants, médecins et employés des tribunaux essayant de pénétrer dans le parlement de la province de Buenos Aires.

Ayant négocié avec les pouvoirs publics, mais sans recevoir de réponses favorables à leurs demandes, ces travailleurs bloquèrent des routes. Leurs porte-paroles s'exprimèrent ainsi: "Cette fois nous restons ici jusqu'à ce qu'on ait une solution concrète. Ils nous doivent deux mois et nous n'avons rien à donner à manger aux enfants. Plutôt que les voir mourir de faim, nous aimons autant laisser la vie ici, mais nous n'allons plus croire aux promesses!"

On nous a volé notre révolution!

Depuis le début du mois de janvier, la situation est plus complexe. Certains secteurs de la population argentine semblent se satisfaire du nouveau président. Des sondages publiés dans les grands quotidiens lui garantissent un taux de soutien non négligeable. Cependant, beaucoup de militants rejettent les Péronistes et l'adhésion de certains dirigeants ouvriers à Duhalde a cassé la fragile unité du mouvement piquetero et de la gauche combattante. D'elia et Alderete (dirigeants du mouvement piquetero) se sont

réunis avec les usurpateurs, non pour les dénoncer, mais pour les appuyer. Ils n'ont pas critiqué ce gouvernement illégitime, ils n'ont même pas prononcé un plan de lutte contre la cette dévaluation qui confisquera les salaires. Les accusations de trahison volent....

Duhalde est souvent accusé de vouloir amadouer les classes moyennes aux dépens des pauvres (par exemple avec la conversion en pesos des dettes hypothécaires).

Cependant, le mouvement piquetero semble vouloir persévérer, maintenir la lutte. Les organisations de base prépareraient leur 3^e Congrès.

Aujourd'hui: sur les lieux de travail, dans les assemblées populaires, dans la rue:

Des groupes trotskistes appellent au Cacerolazo Global, afin de dénoncer le rôle du gouvernement espagnol et des institutions de Bretton Woods dans la spoliation de l'Argentine. Ils accusent le gouvernement Duhalde de continuer dans la tradition de corruption et de mesquinerie du capital, d'usurper le pouvoir populaire. Ils

promettent de maintenir le cri de la Place de Mai "¡Basta Ya! ¡Que se vayan todos!"

Des militants parlent de "créer une vanguarda politique et populaire: avec une pratique directe et locale, dynamique et ouverte. Il faudrait mettre sous le contrôle des collectifs actifs les structures de connexion régionales, nationales, ou fédérales".

On exige encore des élections immédiates, et la démission des membres de la Cour Suprême.

Des associations d'avocats auraient lancé l'ap-

pel suivant le 9 janvier 2002:

-Dans notre pays, s'est effondré un modèle social et économique qui a provoqué un génocide social, avec ses victimes marginalisées, exclues, chômeuses, sous-employées et super-exploitées. Nos gouvernants doivent être contrôlés par un pouvoir Judiciaire indépendant, honnête et inflexible dans la défense des droits constitutionnels des citoyens. Ce sont des choses que cette Cour ne garantit absolument pas.

En conclusion, les regroupements de travailleurs argentins auraient développé une organisation et une expérience politique importante. Les activistes de la base sont omniprésents et semblent avoir une conscience politique élevée. Malgré l'abandon de la lutte par certains dirigeants, des groupes autonomes n'ont pas baissé les bras. Aujourd'hui encore, le 9 janvier, des chauffeurs de taxi auraient manifesté leur mécontentement à l'encontre des autorités. Les échauffourées auraient fait 12 blessés....



**“J’ai continué à marcher...
j’ai soudain réalisé que je pleurais.
Je n’ai pas su si c’était à cause des
gaz lacrymogènes
ou de l’impuissance et de la colère.”**



“Cacelarosas”

Argentina.Indymedia.org (art.# 9009)
posté par CHK

Mercredi 23 janvier à l’heure du journal télévisé de Canal 13, un groupe de 300 personnes s’est réuni en face de la chaîne pour protester contre la vision diffusée par les médias corporatistes.



www.Indymedia.BE (art.#16077)
posté par Indymedia Argentina

Un caméraman d’Indymedia Argentine a été arrêté alors qu’il couvrait les mouvements de protestation.



www.Indymedia.BE (art. #15424)
posté par Flo (IMC-Belgium)

J’étais devant la télé, regardant les mises à sac et les soulèvements dans l’intérieur du pays. Soudain le président est apparu sur l’écran... Il parlait calmement presque élégamment essayant de paraître en possession de sa charge. Il dit avoir annoncé l’état de siège. Je savais que c’était inconstitutionnel, en Argentine, pour un président de déclarer l’état de siège, seul le congrès peut le faire.

J’étais dégoûté et j’ai éteint la télé. J’ai commencé à entendre un bruit... Un bruit qui enflait... Je suis allé voir sur le balcon... Des gens sur chaque balcon frappaient sur des pots ou des casseroles, le son enflait et enflait... C’était un rugissement... Et il n’allait pas s’arrêter. J’ai vu des gens à l’angle de la rue où j’habite... pas plus de 10... J’ai enfilé une chemise et je suis descendu... C’était étrange, et excitant, à chaque coin de rue je pouvais voir les gens se rassembler en petits groupes.

J’habite un confortable quartier pour les classes moyennes... mais tout le monde était excédé par ce qu’il se passait... et ce qui avait duré trop longtemps. Au coin de la rue suivante, les gens arrivaient et se rassemblaient au milieu de la rue. En quelques minutes nous avons été quelque chose comme 150 personnes... nous avons commencé à marcher... Personne ne semblait savoir où nous allions ni ce qu’il allait arriver...

Une heure était passée depuis le début, depuis les premiers coups sur les casseroles et ce bruit, en provenance de tous les quartiers de la ville, ne s’arrêtait pas...

Alors que nous marchions les gens nous rejoignaient. C’était excitant... presque enivrant, le sentiment de reprendre le pouvoir. Toute la population dans sa diversité était là, je me suis retourné et j’ai vu d’autres groupes arriver d’autres rues encore. Je voyais des gens en costume, des gens en bleu de travail, des jeunes filles dans de beaux vêtements et des vieux dans des vêtements élimés. Il y avait le petit businessman écrasé par l’augmentation des taxes et qui va bientôt perdre sa villa faute de payer le crédit et le jeune homme exclu du système et au chômage depuis 4 ans... Tout le monde était représenté. Les gens nous acclamaient depuis les balcons, jetaient des petits morceaux de papier déchirés qui tombaient lentement sur la rue...

Lorsque je suis arrivé à la hauteur du Congrès plusieurs

milliers de personnes étaient déjà là et je pouvais voir les gens arriver de toutes les rues. On aurait dit une fête. Les chants, les applaudissements. Une personne sur les marches du Congrès a allumé un feu de détresse, une fumée rose a envahi la place...

J’ai regardé autour de moi, je ne sais pas pourquoi mais j’ai ressenti une tension, alors que la foule s’avançait vers le palais présidentiel. La tension augmentait. Je vis des flammes dans la rue au loin. Une poubelle en feu... J’ai continué à marcher, certains chantaient et frappaient dans leurs mains, d’autres allumaient des petits feux...

Un jeune homme allait frapper un panneau de signalisation avec un bâton quand un autre type serrant sa fiancée dans ses bras lui a dit quelque chose. Le jeune homme s’est retourné et j’ai pu entendre sa phrase « *Regarde combien nous sommes* ». J’ai regardé derrière-moi, et j’ai vu ce que je pressentais depuis le début, tout le monde était là, tout le monde était représenté. Nous étions trop... Le jeune homme a jeté son bâton. Quand je suis arrivé sur la place de Mai, 2 000 personnes étaient déjà là, et d’autres continuaient à arriver encore et encore. Les gens arrivaient en voiture, c’était fou. Jeunes, vieux, familles... Le peuple. La place était déjà à demi pleine. Je me suis promené sur la place, fasciné, surpris d’être là. Je me trouvais sur l’arrière de la place face au palais présidentiel et je pensais qu’il ne m’arrivera pas souvent de sortir sur le balcon pour entendre du bruit, descendre dans la rue et pour finir assister à la déposition du pouvoir par un soulèvement social.

Soudain je fus poussé par quelqu’un. Lorsque je repris mon équilibre je vis tout le monde courir. Quelqu’un cria : « *fiils de pute* » à côté de moi. Instinctivement je me suis mis à courir. J’ai couru sur la longueur d’un pâté de maison avant de me retourner et voir des centaines de personnes courir. J’ai demandé autour de moi ce qui se passait, mais tout le monde courait, une personne qui me dépassa dit quelque chose au sujet de la police.

Mes narines commençaient à me démanger, je me suis retourné 500 mètres derrière moi je vis une fumée envahir la place, les yeux des gens rougissaient, ma gorge me faisait mal, je me mis à courir en me retournant de temps en temps. Les gens fuyaient la place dans tous les sens. La fumée s’éleva de plus en plus et je me suis servi de ma chemise pour me protéger la bouche et le nez, mes yeux me brûlaient. Je regarde autour... un homme avec son tee shirt « *Miami – Florida* » très « *middle class* » qui disait combien il comprenait ce que les grévistes ressentaient. J’ai continué à marcher... j’ai soudain réalisé que je pleurais. Je n’ai pas su si c’était à cause des gaz lacrymogènes ou de l’impuissance et de la colère...

Une balle perdue tirée par une arme de la police a assassiné un mineur.

Explication: l'agent de police Jorge Rodríguez a reconnu que "les gens chargés de réprimer (l'émeute, ndt.) se sont retrouvés sans munitions".

www.indymedia.BE (art.#15492)
posté par Vos (traduction In)

Une balle qui a tué un enfant de 13 ans à Cordoba au cours de la répression de la semaine passée, provenait d'un pistolet-mitrailleur de la police. C'est ce qu'a conclu l'enquête judiciaire conduite sous la direction d'Eduardo Soria, qui s'est déroulée depuis ce jeudi.

Depuis ce jour, la famille de David Moreno et l'avocat Me Elba Martínez ont essayé de prouver ce qui a été (ensuite) reconnu officiellement : que l'adolescent est mort suite à des coups de feu venant d'armes utilisées par les policiers provinciaux essayant de mettre fin au pillage du supermarché Minisol, situé sur l'avenue du 9 juillet dans la capitale de Cordoba.

L'agent de police, Jorge Rodríguez, a reconnu que "les gens chargés de réprimer (l'émeute, ndt.) se sont retrouvés sans munitions" et a utilisé l'euphémisme "de procédure générale" pour faire allusion aux balles de plomb qui ont mis fin à la vie de l'enfant.

David Moreno était le fils d'une famille de travailleurs et n'a eu d'autres motifs que la curiosité pour se trouver à proximité du pillage qui a eu lieu ce jeudi 20 décembre et où ne prirent part que des personnes démunies et sans subsistance sur l'avenue du 9 juillet.

Sa soeur aînée se souvient de l'enfant quittant la maison "pour voir ce qui se passe au supermarché Minisol", où une centaine d'habitants de la ville réclamaient de la nourriture.

Il n'est pas revenu.

C'est seulement quand la foule des manifestants s'est dispersée, qu'ils ont aperçu son corps sans vie gisant dans la rue.

A l'autopsie, effectuée le vendredi, on a appris qu'il avait quatre balles dans le corps: trois avec des orifices d'entrée et de sortie, et une logée dans la nuque, la seule qu'on a

pu récupérer et qui a été l'objet d'une expertise. "Les balles de caoutchouc ne pénètrent pas et ne ressortent pas", comme le fait remarquer énergiquement l'avocate Martínez, menant l'enquête pour la famille Moreno et qui a anticipé ce que par la suite, l'officier fiscal (chargé de l'enquête) allait confirmer : que David est mort suite à un coup tiré par un pistolet-mitrailleur, les mêmes que celles que les effectifs policiers ont utilisé lors de la répression sauvage de l'attaque du supermarché.

La controverse a montré du doigt le rôle du chef de la police et celui du ministre du gouvernement provincial. "Ce sont eux les responsables de cette mort", a assuré Martínez. L'agent de police a admis que "des erreurs auraient pu se produire lors du rechargement des armes" et a édulcoré la possibilité que les forces de police ont fini par utiliser "des balles de procédure générale au lieu des balles en caoutchouc", qui ne sont pas les projectiles de plomb comme ceux qui ont tué David.

Les premières versions de la police, peu de temps après la mort de l'enfant, ont signalé qu'il n'y a pas de provisions suffisantes de balles en caoutchouc.

Martínez a déclaré à Pág.12 (journal, ndt.) que "plusieurs blessés par armes à feu, confirment le type de répression que la police a appliquée ce jour-là.

Un des témoins de la mort de l'enfant, nommé Parra, a reçu une balle dans le palais, qui est ressortie par le nez et a laissé beaucoup de fragments" décrit l'avocate.

Au cours de la dernière journée de travail avant les congés, l'officier Soria a seulement communiqué les nouvelles à ce sujet, mais sans en imputer la faute à quiconque.

Malgré tout, on a appris que le groupe qui a opéré ce jour-là, a été identifié et qu'il s'agissait d'un groupe appartenant à la section de Prévention des Troubles de la police de Cordoba.

www.Indymedia.BE (art. # 16074)
posté par Indymedia Argentina-Belgium

Le samedi 19 janvier s'est réalisée une nouvelle mobilisation pour les trois manifestants assassinés par un agent de police dans la région de Floresta.



www.Indymedia.org (art.# 16153)
posté par Caro Amigo

"Cacerolazos" (manifestation avec casseroles) dans la ville de Sn.Telmo.



Argentina.indymedia.org (art.# 8699)
posté par Manuel Palacios

Une centaine de personnes se sont rassemblées en hommage à Gustavo Benetto, assassiné le 20 décembre par la répression policière.



Et bien plus encore....

<http://argentina.indymedia.org>



Au-delà de la crise en Argentine

www.indymedia.BE (art. #15424)
posté par Flo (IMC-Belgium)

La crise argentine ce n'est pas seulement le résultat d'un gouvernement corrompu ni celui des dépenses des richesses nationales ou d'une mauvaise gestion administrative. Il faut chercher les causes ailleurs.

Tous ces discours pseudo-politiques et économistes ne peuvent éviter qu'on n'en trouve les origines dans les réformes appliquées durant des années de dictature militaire et poursuivie par les gouvernements civils de l'UCR (Union Civique Radical) et le Parti Justicialiste (péroniste).

Dans ce cadre, la démission du président de la Rúa n'était pas susceptible de provoquer un Coup d'Etat. De plus, très peu des gens pensent qu'un soulèvement militaire serait une solution à leurs problèmes. Puisque le gouvernement parle d'un problème de réajustement et de développement macro-économique.

Dans ce sens la solution proposée à la crise par le gouvernement amène à stopper les privatisations et les reconversions, les mêmes qui ont été appliquées systématiquement durant les trente dernières années, pourtant certains prétendent donner une continuité à ces pratiques.

Ceux-là essaient de sauver un projet stratégique monté pendant les gouvernements militaires.

Cette crise est le résultat d'un projet politique néo-oligarchique tendant à concentrer toutes les richesses dans quelques mains, et provoquant énormément d'exclusion, elle-même conséquence de l'application des politiques néolibérales. On présente la démission de l'ex-président de la Rúa, comme la fin de la crise et le début des solutions. Grâce à cela, c'est fini l'instabilité et c'est le début d'une nouvelle ère historique, étrange manière de résoudre les problèmes !

On maintient les causes intactes, on n'attaque pas le problème de fond mais, au contraire on construit un discours où l'on expose la manière de finir tous les malheurs

du pays :

- on promet le maintien de la parité du peso argentin avec le dollar.

La décision a pour conséquences de mettre en danger les grands investissements étrangers et les capitaux internationaux sur lesquels sont construits les mirages d'une Argentine forte et puissante. Cette Argentine a toujours été considérée comme un modèle d'application des réformes ; la privatisation, l'ouverture commerciale et financière, la dérégulation du marché du travail ont été les piliers sur lesquels on a présenté une Argentine en voie de développement. Maintenant, quand ce miroir aux alouettes est brisé, ils essaient de cacher leurs responsabilités en s'accusant d'incompétents, d'incapables..., en cachant les liens entre cette crise et les politiques néolibérales de l'oligarchie au pouvoir. Tous les changements qui ont été faits, avaient pour but de moderniser et d'adapter les structures aux besoins du nouvel ordre mondial, qui veut se maintenir intouchable.

Dans le but de donner de fausses perspectives aux gens. On a présenté beaucoup de cas de corruption entre des personnalités publiques et de cette façon d'empêcher de remettre en question le modèle néolibéral.

Les victimes de cette politique n'ont pas de pouvoir, ni de droit de parole dans ce système et c'est pour cette raison que la désobéissance civile et la violence se radicaliseront encore plus.

La solution qui sera adoptée pour maintenir le pouvoir du gouvernement, dans le cadre de l'économie "sociale" de marché, sera l'imposition d'un régime totalitaire, qui sera présenté comme une conséquence du processus rapide de dégradation sociale. Aujourd'hui, en Argentine, nous assistons à la chute du mythe néolibéral d'ordre, de progrès et de liberté de marché.



«Dans notre peau, dans notre coeur et sous notre oreiller»

Miguel a participé aux journées qui ont ébranlé l'Argentine. Il a consigné par écrit ce qu'il a vécu.

www.indymedia.BE (art. #15501)
posté par Miguel

Lundi 17 décembre, des gens sans travail et affamés se sont mis à vider des magasins du centre de Buenos Aires. Mardi, le phénomène gagnait toute la ville. Avec quelques militants, nous nous sommes réunis en lieu sûr pour discuter rapidement de nos tâches. Le lendemain, nous nous rendrions dans les quartiers où nous avons les meilleurs liens avec les masses, dans le sud de la ville. Il n'y a pas eu la moindre discussion ou hésitation, nous suivrions le mouvement.

L'après-midi, un concert de casseroles a débuté dans tous les quartiers de la ville. C'était encore assez «léger», les gens n'allaient pas plus loin que le pas de leur porte. Mais progressivement, ces gens de la classe moyenne ont tourné le coin de la rue, puis se sont dirigés vers un carrefour central du quartier, puis ont gagné les grands boulevards et, enfin, la Plaza de Mayo. Le spectacle était indescriptible. Une marée humaine de plusieurs kilomètres avait envahi les boulevards. Des dizaines de milliers de personnes marchaient, animées d'une combativité incroyable.

Des balcons, des riverains inclinaient des écriteaux sur lesquels ils indiquaient que Cavallo, le ministre de l'Economie, avait démissionné.

Tout en célébrant la nouvelle, les gens continuaient. Ils voulaient davantage, la peau du président De la Rúa. Malgré l'annonce de l'état de

siège, les gens poursuivaient.

Les slogans ne disaient plus seulement

«Argentina, Argentina», mais aussi

«Assassins! Assassins!»

Désormais, les gens manifestaient aussi contre les assassinats de la police car la répression avait éclaté dans toute sa brutalité. Nous avons entendu des rafales. Le premier martyr du peuple est tombé sur les marches du siège du parlement.

L'image de ces dizaines de milliers de personnes refusant de se retirer m'a fortement secoué. Ils

résistaient. L'infanterie, les gaz lacrymogènes, les balles en caoutchouc et la police motorisée faisaient face à des milliers de jeunes et moins jeunes. Après quelques heures de combat, nous nous sommes repliés une première fois.

Judi matin, nous nous sommes à nouveau rendus à la Plaza. Quelques-unes des Mères de la Plaza de Mayo s'y trouvaient et s'étaient fait molester par la police. Au bout d'un certain temps, nous avons vu rappliquer des centaines de personnes ayant vu à la télé les Mères se faire tabasser. La police s'est retirée, effrayée, car dès ce moment, la composition sociale de l'Argentinazo a com-



mencé à changer. Il s'agissait maintenant de jeunes et d'adultes des quartiers populaires, d'ouvriers et de chômeurs, d'enseignants, de fonctionnaires et d'universitaires.

Nous avons tenté d'étendre les combats et les barricades à toute la ville, de manière à pouvoir disperser et épuiser

les forces de répression. Pendant des heures, la police a attaqué et les jeunes lui ont résisté. Nous avons réussi à capturer un certain nombre de flics et à les désarmer. L'un d'entre eux a été lynché, et il n'a pas été le seul. Le gouvernement n'en a toutefois pas parlé, afin de ne pas donner davantage de lustre à la victoire du peuple sur les forces de répression.

Sur une superficie de plusieurs kilomètres carrés, impossible d'encre trouver une banque qui n'ait pas été incendiée. Quelques pavillons

McDo y sont passés aussi. Vers

20 heures, la police s'est brusquement retirée. Nous avons appris que De la Rúa avait été démis de ses fonctions. Une première et magnifique victoire du peuple!

Les jeunes travailleurs et chômeurs de Buenos Aires, héros de ces derniers jours, ont maintenant dans la peau l'incroyable expérience d'une quasi-insurrection populaire. Dans leur coeur, ils emportent le souvenir de leurs camarades tombés. Et sous leur oreiller, se trouve tout ce qu'ils ont ramassé en deux jours de victoire sur les forces de répression.

Soutiens à l'étranger

www.Indymedia.BE (art. # 16218)
posté par H.T.

En Belgique, ce mercredi 23 janvier, le collectif contre l'impunité, Attac bruxelles, la ligue anti-imperialiste, et sub terra ont organisé une manifestation devant l'ambassade d'Argentine.

Avec des casseroles ils se sont rassemblés en solidarité avec le peuple argentin et contre ces politiques néolibérales qui affament la population argentine et d'Amérique latine.

UK.indymedia.org (art. #20019)
posté par Those Peksy Kids (TPK)

A Londres, le 10 janvier, un groupe d'anarchistes ont occupé l'ambassade d'Argentine en soutien au rejet de la population argentine envers leurs dirigeants. Ils ont déclaré "qu'ils soutiendraient les rêves et les désirs de toutes les populations qui rejettent le droit des gouvernements et des entreprises à les entreprendre."



“Personne n'est à l'abri de l'avidité”

Interview avec Roberto Mero, écrivain et journaliste argentin, correspondant de Propuesta (du Parti Communiste Argentin), qui habite à Paris depuis 15 ans.

Après les événements qui se produisent en Argentine depuis le 20 décembre 2001, plus personne ne doit se faire des illusions. C'est une des conclusions que tire Roberto Mero, journaliste argentin vivant à Paris. Parce que la grande bourgeoisie nationale avec le Fonds Monétaire Internationale a totalement volé le pays et la population, y compris les classes moyennes. Mais Mero pense aussi que l'insurrection populaire, qui a chassé deux présidents en une semaine, ne se contentera pas de changements mineurs.

www.indymedia.BE (art. #15523)
posté par Raf Custers

Q. Pouvez-vous résumer les mécanismes qui ont joué ces dernières années en Argentine ?

Roberto Mero. c- Pendant la dictature militaire (1976-83) l'Argentine était tombée à un niveau d'endettement brutal. La démocratie en 1983 poursuit cependant la même politique économique mais sous couvert démocratique. On arrive ainsi, avec la déstabilisation de la démocratie en '89, au départ du gouvernement Alfonsín du fait de l'hyper-inflation qui avait anéanti toute possibilité économique. Et le gouvernement péroniste de Menem prend le pouvoir pour imposer à fond la caisse, j'insiste, un plan néo-libéral pur et dur! Ce qui signifie : privatisation de tous les biens d'Etat. Tous les biens d'Etat! C'est-à-dire aucune entreprise d'état dans le pouvoir d'état. Destruction des acquis sociaux. Démantèlement des tous les mécanismes d'indépendance économique de l'Argentine. Un pays qui ne vit pas exclusivement de sa production agricole, mais aussi d'exportation de pétrole etc. Cette politique est fondée sur la parité de 1US\$ pour 1Peso. Et cela dure pendant dix ans!

Le gouvernement radical qui prend le pouvoir en '89 continue donc cette politique avec le même ministre de l'Economie, Monsieur Cavallo. Celui-ci s'est porté garant de ce système tout en disant qu'il était le seul interlocuteur valable auprès du FMI. Nous arrivons en 2001, à la fin de l'année. Avec la destruction du système productif argentin, 40% de la population vit sous le seuil de pauvreté. Plus de 25% de chômeurs, et qui plus est l'arrêt de tous les paiements, le blocage des comptes des épargnants dans les banques. Clair et net : on assiste à la phase terminale du système-FMI en Argentine, qui après avoir volé l'Etat, vole les épargnants.

Cela produit une révolte populaire. D'abord entre le 20 et 21 décembre, dans les quartiers populaires, où les émeutes de la faim secouent la société. Ensuite on installe, on dicte l'état de siège. Puis on voit l'insurrection des couches moyennes qui ne veulent pas descendre de niveau, mais qui n'en peuvent plus... parce que tous leurs biens sont gelés dans les banques où ils avaient déposé l'épargne d'une vie.

Cela se traduit par 32 morts, en 3 jours de combats, et le remplacement du gouvernement radical par un gouvernement péroniste qui avait perdu les élections en '99. Et qui, en absolu mépris de la démocratie, a passé outre la possibilité d'élections ou de plébiscite, pour continuer la même politique. Seulement dissimulée avec substitution des importations etc. mais toujours sans toucher à la source du problème : le degré de dépendance de l'Argentine à la Banque Mondiale, c'est à dire aux circuits financiers mondiaux.

L'Argentine, à l'heure actuelle, est en phase terminale du système, parce que les épargnants n'ont plus d'épargne.



Si quelqu'un avait déposé 100 dollars dans la banque, maintenant il va récupérer 20 dollars, tandis que le coût de la vie continue de la même manière qu'à Paris, les prix sont les mêmes.

On voit donc la destruction d'un système bourgeois par la même bourgeoisie. Quant à la révolte, le système a voulu arrêter les grands mouvements de gauche qui se sont profilés en Argentine et que l'absence d'élections empêche de s'exprimer. Cette révolte-là n'a pas eu une traduction politique, pas pour l'instant. Bien évidemment les deux partis majoritaires qui contrôlent les 80% de la politique en Argentine, sont tombés ensemble puisqu'ils étaient complices de la destruction du pays, du vol des épargnants, et des braderies des richesses nationales.

Q. Ici, on présente les péronistes comme formant un parti populaire, on les voit d'un oeil positif ? Mais qu'est-ce qu'ils représentent ?

RM. - Les péronistes d'aujourd'hui sont au péronisme de Peron ce que la Chiraqui est à l'esprit de De Gaulle. C'est un maquillage. Seulement une étiquette qui en définitive cache, masque une politique néo-libérale sous un air populiste et rien d'autre. Mais dans la révolte actuelle, ils sont responsables autant les uns que les autres, les sociaux-démocrates du président De La Rúa, autant que les péronistes, (qui en réalité s'appellent les Justicialistes d'après le Parti Justicialiste) . Ils se sont directement alliés, ils ont décidé de l'issue à l'intérieur du système. Et les gens n'ont pas demandé l'installation d'un gouvernement péroniste, mais la fin de la corruption et la fin de cette politique liée au FMI. Et en définitive, le nouveau gouvernement continue sur les pas de son prédécesseur. Il n'y a rien à voir entre ce péronisme-là et le péronisme de Peron qui était un nationaliste bourgeois.

Q. Est-ce que la conscience politique en Argentine est d'un tel degré que les gens voient clairement le FMI

comme ennemi ?

RM. - Aujourd'hui oui. Avant c'était seulement un discours de certains partis de la gauche ou de centre-gauche. Comme la question de ne pas payer la dette extérieure puisque il était amoral de la payer et en même temps impossible de toucher cet argent-là. Mais les classes moyennes commencent à voir que ce genre de politique mène à la ruine! Pas au pays en tant qu'abstraction politique, mais directement la ruine de leurs avoirs propres. Ainsi les idées répétées par la gauche pendant 15 ans disant qu'il ne fallait pas payer la dette parce que la dette était illégitime, sont maintenant des mots d'ordre qu'on entend partout. Depuis les couches populaires jusqu'aux couches moyennes, tout le monde y insiste, ainsi que les petits producteurs. L'unité de gauche aujourd'hui représente 15% dans tout le pays, 25% à Buenos Aires. Cette unité ne propose pas uniquement la justice sociale, mais en même temps une aide aux petits producteurs, aux petits industriels, aux PME, parce que ce sont ces entreprises-là qui ont porté sur leur dos tout le poids de la politique néo-libérale. On peut donc voir aujourd'hui une conscience politique née dans la lutte.

Q. - Vous ne regrettez-pas de ne pas être en Argentine ?

RM. - Non, puisqu'en Argentine se déroule une série d'événements dont il faut parfois éclairer le public argentin sur les grandes lignes économiques internationales et sur la conjoncture économique internationale. Car à l'heure actuelle, l'Argentine vit sous les dictats du Fonds Monétaire International(FMI) avec pour conséquence, clairement, une destruction systématique de son économie par le néo-libéralisme. Il faut dire en même temps que ces plans ont été conçus pour anéantir l'économie du Tiers-Monde mais pas seulement du Tiers-Monde mais aussi du reste de la planète. On parle de globalisation comme recette miracle. L'Argentine démon-

tre d'une façon claire qu'au-delà de l'Argentine en soi, il s'agit d'un banc d'essai du néo-libéralisme contre un pays plus au moins développé. Cela peut arriver aujourd'hui en Argentine, demain au Portugal, en Espagne, en Grèce ou dans tout pays susceptible de présenter une certaine faiblesse économique.

Q. - Les commentaires et analyses en Europe, qu'en pensez-vous ? N'occultent-ils pas les vraies causes ?

RM. - Ils parlent seulement des effets, d'insurrection populaire. Ils parlent de ces confrontations des couches moyennes contre le pouvoir, ce qui est exact. Mais ce dont ils ne parlent pas, c'est de l'origine, à savoir l'application d'un plan néo-libéral radical. On ne parle pas de la responsabilité du FMI et du gouvernement qui soutient le FMI. On ne met pas en question la Banque Mondiale, ni le FMI ni la Banque Européenne. Et moi je crois que ces événements en Argentine, autant que naguère au Mexique, en Russie, la crise en Malaisie etc., touchent directement le public européen, les travailleurs européens et les investisseurs européens. Clair et net : les médias sont en train de mentir en Europe sur les responsables réels de cette situation. De fait, ils sont intéressés à que ce système néo-libéral continue à se développer, en écrasant tous, classes moyennes, travailleurs, intellectuels, tous les producteurs sociaux et les acteurs sociaux.

Fait à Bruxelles, le 7 janvier 2002



La crise en Argentine

Article écrit en septembre 2001 et qui permet de contextualiser les événements actuels en Argentine.

www.indymedia.BE (art. #14719)
posté par Julio C. Gambina

L'Argentine vit depuis plus de trois ans dans la récession et sa crise est prise en considération par tous les analystes de l'économie internationale. Pire que cela, certains se demandent quand sera annoncée la "cessation de paiement" d'une dette publique qui tourne autour de 147.000 millions de dollars à la fin de l'année 2000 et qui consomme 22% des dépenses publiques pour en payer les intérêts (11.000 millions de dollars). Le montant de la dette dépasse les 50% du PIB, lorsqu'un peso vaut un dollar, mais une dévaluation augmenterait le pourcentage indiqué et attiserait les problèmes externes et leurs impacts locaux. La réalité fait contraste, puisqu'en plus avec 31% de chômeurs plus les sous-employés et avec 14% de la population vivant en dessous du seuil de la pauvreté, les grandes entreprises font des profits plus importants qu'avant. Tel est le cas de Repsol-YPF, les entreprises de services publics privatisés, les gigantesques centres commerciaux et les grandes banques transnationales qui sont propriétaires des Administrations de fonds de retraite et des pensions (AFJP : *Administradoras de Fondos de Jubilación y Pensión*), ceux qui constituent le secteur dominant de l'économie et qui cumulent des gains importants, la richesse et le pouvoir.

Le pays est devenu fortement dépendant des revenus des capitaux internationaux depuis la Loi sur la convertibilité (avril 1991), qui établit qu'un peso équivaut à un dollar. A cause de ce mécanisme, le gouvernement ne peut émettre de la monnaie ; dès lors, la seule forme de se financer est l'endettement et l'accueil d'investissements, peu importe le but de ces derniers, sont devenus la manière de se financer. Les privatisations des entreprises publiques et l'achat d'entreprises locales furent l'objectif de nombreux capitaux provenant principalement d'Europe et des Etats-Unis, mais également d'Amérique latine dont le Chili. L'Etat argentin a favorisé ce processus et par conséquent l'endettement externe a financé le déficit commercial privé, aussi bien celui des biens que celui des services, et la fuite des capitaux. Selon des calculs officiels, près de 100.000 millions de pesos argentins circuleraient en dehors du pays. De cette façon, la décennie 1990 a connu un flux important de capitaux, aussi bien du côté des entrées que des sorties et curieusement financé par l'Etat et crédité au compte du budget national qui payent des impôts de caractère régressif, puisque le principal tribut est l'IVA qui affecte principalement les secteurs des entrées fixes. A cause de la privatisation des retraites, l'Etat remettra entre 4.500 et 7.000 millions annuels dans les mains des AFJP, étant avec les intérêts de la dette, les deux principales causes du déficit fiscal. Sans un de ces phénomènes,

les comptes publics seraient excédentaires.

Pour récupérer la capacité d'attirer des capitaux externes, le gouvernement accorda en décembre dernier, ledit "*blindaje financiero*", (prêt financier) consistant en un prêt de 39.000 millions de dollars pour 2001 et 2002, avec le soutien des organisations financières internationales, des banques privées et quelques gouvernements de pays développés. Il a, par la suite, accepté un "*mega canje*" (échange financier), soit une dette de quelques 30.000 millions de dollars à des taux des plus élevés (entre 12 et 14 %), en renégociant le délai de remboursement à moyen (2008) et long terme (2031). Il est en train de négocier avec le FMI une augmentation des crédits entre 6.000 et 9.000 millions. La principale entrave pour "*l'aide*" provient des Américains, qui ne se souvient plus des politiques nourries par le FMI depuis la crise mexicaine, en passant par la crise asiatique, russe et brésilienne, entre 1994 et 2000. Cette position a entraîné la démission anticipée de Stanley Fisher, le Vice Directeur du FMI et le représentant du gouvernement des Etats-Unis dans cet organisme.

L'utilisation de fonds des contribuables nord-américains pour soutenir "*l'absence de capitalisme*" dans les pays comme l'Argentine, doit être délimitée. Cette phrase provient d'un article publié par l'Heritage Fondation en avril dernier (Ana Eiras et Bret D. Schafer), suggérant que soit échangée l'aide financière par un appui conséquent à des mesures de déréglementation économique parmi lesquelles on peut trouver : la dollarisation, la diminution des dépenses publiques, la sortie du MERCOSUR et la participation dans la ZLEA, la réforme de la justice, tout cela en faveur de la sécurité juridique du droit de propriété et des investissements internationaux. L'administration Bush suggère aussi "*que l'Argentine soit aidée dans l'adoption des réformes nécessaires*", y compris avec l'aide des spécialistes "*du FBI et du département de la Justice des Etats-Unis*".

L'Argentine paye les pots cassés d'un processus de restructuration régressive du capitalisme local initié lors de la dictature militaire de 1976, et accéléré depuis 1991. La continuité de ces politiques est aujourd'hui en jeu, impliquant encore une réduction de la qualité de vie pour une majorité de personnes, la culmination des privatisations, des banques et des organismes publics de la santé, de l'éducation ou des organismes sociaux. Pour que cela devienne la réalité, le processus d'ajustement devra être naturalisé et pour cela il faudra compter sur un pouvoir exécutif qui aura sous sa botte le pouvoir parlementaire et judiciaire.

Jusqu'à présent, la résistance sociale qui s'est développée n'a pas encore été subordonnée. C'est là que se joue tout le destin de l'Argentine.

Les manifestations de masse ne s'arrêtent pas en Argentine.

www.indymedia.BE (art. # 15703)
posté par Joerie (traduit par Arnaud)

Moins de dix jours après l'accession de Duhalde au poste de président, les protestations de masse recommencent. Malgré les risques pour leurs vies, des milliers de personnes de l'ensemble du pays sortent dans les rues avec de nombreux ressentiments à l'encontre des mesures du nouveau gouvernement. Beaucoup d'entre eux estiment que c'est hautement nécessaire pour continuer à faire avancer les choses, c'est pourquoi, ils ont besoin de faire vivre à nouveau leurs réclamations. Ce vendredi 11 janvier, une manifestation de masse s'est formée et elle s'est dirigée vers la Court Suprême et le Congrès. Les manifestants, "armés" avec des pots et des casseroles ont fait beaucoup de bruit. Des slogans, des vieux comme des nouvelles créations, étaient dirigés contre la Court, les politiciens, les médias commerciaux et pour le départ du président Duhalde.

Une fois de plus, des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc ont été utilisées pour réprimer les manifestants. En réaction à la violence policière, certains manifestants ont détruit des propriétés de banques et d'entreprises multinationales.

Comme pour les autres protestations, la police a dispersé le rassemblement de masse en usant de techniques répressives.

Depuis dix ans, la valeur du peso était liée à celle du dollar. Dès à présent, les Argentins doivent s'acquitter d'1,8 pesos pour un dollar. Le spectre de l'inflation a refait son apparition.

Le porte-parole du président a alors déclaré qu'il comprenait la colère des manifestants, mais qu'il condamnait « les vandales contre qui on doit se défendre... »



Indymedia? C'est quoi?

Indymedia (pour "Independent Media Centers") est un réseau international de "média-activistes" qui veulent cerner la vérité de manière radicale, objective et passionnée.

Tu reviens d'une manif? Tu brûles de diffuser tes reportages audio ou vidéo? Tu veux apporter un témoignage personnel?

**PUBLIE-LES SUR
www.INDYMEDIA.be**

(c'est facile et direct)

Indymedia.be(papier) est un des projets d'Indymedia Belgique.

contact équipe print:

imc.belgium.print@lists.indymedia.org

Comment participer et aider indymedia

Indymedia.be a besoin de votre soutien

humain, matériel et financier pour continuer à réaliser de l'information indépendante et mettre sur pied des projets divers: radio, vidéo, internet ou imprimés. Vous pouvez apporter votre soutien au compte d'indymedia:

068-2227113-20 ou grâce au formulaire d'ordre permanent (ci-contre)

contact indymedia:

belgium@indymedia.org // tel: 02.521.17.20
0476.533.188 (han) // 0479 888 565 (tim) //
0474.89.66.53 (mara)



DON'T HATE THE MEDIA → BE THE MEDIA

www.indymedia.be

[donneur d'ordre]

je soussigné(e) _____

rue+n° _____

commune+code postal _____

adresse e-mail _____ @ _____

compte à débiter - -

titulaire/mandataire du compte ci-dessus, donne autorisation à Indymedia d'encaisser à partir de ce jour et jusqu'à révocation expresse le montant de la cotisation de membre de soutien de Indymedia par débit de mon compte

périodicité: mensuelle

date du premier paiement / /

montant , euro

date / /

signature _____

[bénéficiaire]

compte bénéficiaire 068.2227113-20

indymedia / rue Lambert Crickx 30 / 1070 Bruxelles

[communication]

cotisation _____ 2,50 euro

cotisation réduite (chômeurs, étudiants, 3^e âge) _____ 1,50 euro

cotisation de soutien _____ 5 euro

cotisation de soutien _____ 10 euro

collaboration volontaire de _____ , euro

> à renvoyer à: indymedia / rue L. Crickx 30 / 1070 Bruxelles. Merci.